

Benchmarking et analyse de la microfinance dans la région arabe 2008

Un rapport du Microfinance Information Exchange, Inc. (MIX) et Sanabel

Janvier 2008

En Bref

Cette année encore le secteur de la microfinance dans la région arabe intensifie et diversifie ses activités à travers le développement de nouveaux produits marqué principalement par l'essor des produits individuels permettant de toucher une clientèle plus large.

En effet, alors que l'activité épargne reste toujours marginale en raison du cadre réglementaire restrictif, les IMF arabes diversifient leurs gammes de produits de prêts pour inclure, en sus des prêts pour fonds de roulements aux entreprises, des prêts saisonniers, agricoles, au logement, à la consommation mais aussi des prêts pour financement des études et la création d'entreprise. L'émergence de ces nouveaux produits est la conséquence d'une meilleure connaissance de la clientèle des IMF et permet à celles-ci de répondre au mieux aux besoins des clients. A titre d'exemple, MEMCO en Jordanie a

lancé un prêt pour entreprise familiale pour ne pas plonger les membres de la famille dans la spirale du surendettement. En Egypte, ABA a créé une nouvelle méthodologie de prêt de groupe appelé « Road to development », « la voie vers le développement » qui comporte de un à trois emprunteurs avec l'obligation d'avoir au moins un homme (souvent le chef de famille). Le but est d'avoir un groupe restreint, souvent une famille, pour leur offrir la possibilité de gérer de plus gros emprunts sur de plus grandes périodes au même titre que les prêts individuels.

En 2007, le secteur a aussi bénéficié du développement des produits de micro-assurance (six pays arabes fournissent ce type de prestation) même si les produits se limitent aux couvertures décès et infirmités. Une première aussi dans la région avec le lancement du premier produit de micro credit-bail (micro-leasing) par MFW en Jordanie.

Face à ce dynamisme les partenaires financiers internationaux, en nombre grandissant, investissent massivement dans ce secteur qui fait son entrée dans une phase de maturité bien qu'encore très disparate au sein de la région.

L'échantillon de cette nouvelle étude *Benchmarking et analyse de la microfinance dans la région arabe 2008* est composé de 48 IMF issues de 10 pays avec un échantillon de tendance 2006-2007 de 36 IMF issues de 9 pays. Cette étude qui s'est appuyée sur les données 2007 et de tendances 2006-2007 a été co-écrite par le réseau arabe de Microfinance Sanabel et le MIX (Microfinance Information Exchange, Inc.) et s'est également appuyée sur les données de la dernière étude du CGAP (CGAP 2008 Microfinance Funder Survey)¹ concernant les

Table des Matières

En Bref	1
Des structures de financement en pleine mutation	3
Efficienc e et Rentabilité	6
Conclusion	9
Définitions des Indicateurs	14
Tableaux Benchmark Region Arabe	16

1. CGAP 2008 Microfinance Funder Survey : <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.26.1426>

Tableau 1 Nombre d'emprunteurs et volume d'emprunts par pays

	Nombre d'IMF participantes	Nombre d'emprunteurs actifs	Portefeuille de prêts
Maroc	9	1 325 243	721 512 669
Egypte	13	666 300	116 602 018
Jordanie	6	100 206	93 595 303
Tunisie	1	63 775	22 304 016
Palestine	6	24 699	43 616 249
Yémen	5	18 354	2 079 131
Liban	3	17 730	15 260 580
Syrie	2	16 297	14 050 128
Soudan	2	6 858	1 708 036
Irak	1	5 268	8 341 706
Total	48	2 244 730	1 039 069 836

investissements internationaux dans cette région. Afin de comparer les performances du secteur arabe au reste du monde, l'étude se réfère aux résultats (médianes) des benchmarks internationaux du MIX qui cette année comprennent plus de 890 IMF.

A noter aussi que les tendances pays 2006-2007 n'ont pu être possible que pour le Maroc, l'Egypte, la Jordanie, le Yémen et la Palestine en raison de la limitation pour les autres pays du nombre d'IMF représentées (moins de trois institutions).

Une portée qui s'étend...

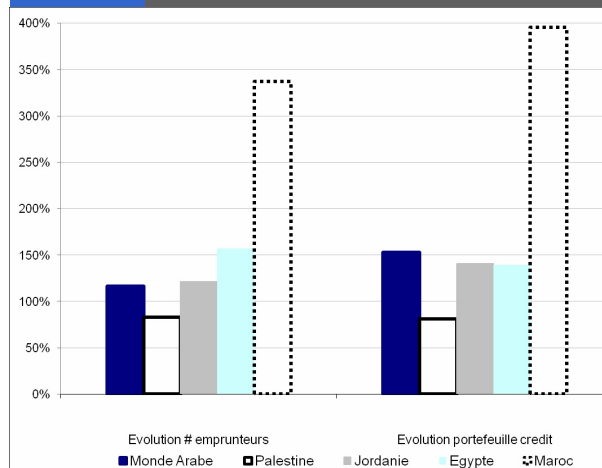
En 2007, les institutions de microfinance de la région MOAN (Moyen Orient et Afrique du Nord) continuent dans l'ensemble à offrir leurs services à un plus grand nombre de clients puisque le nombre d'emprunteurs médian passe de 13 266 en 2006 à 15 407 en 2007 sur un volume médian de portefeuille passant de 5 millions de US\$ à 7,5 millions de US\$. Ainsi et à l'image de l'ensemble du secteur exception faite de la Jordanie qui voit sur son échantillon tendance 2006-2007 un léger recul (son nombre d'emprunteurs augmentant plus vite que son portefeuille), le portefeuille brut de prêts moyen par emprunteur augmente de 21% passant de 259 à 314 US\$/emprunteurs.

Il est important de souligner les fortes disparités nationales avec un écart type très important sur ces

données de portée entre les marchés leaders comme le Maroc, l'Egypte, la Jordanie et le reste du secteur.

L'évolution des performances du secteur marocain est particulièrement remarquable tant au niveau de son envolée en nombre d'emprunteurs qu'en terme de volume de portefeuille d'emprunt. La forte croissance des cinq IMF leaders sur les neuf qui constituent cet échantillon marocain explique cette tendance puisqu'elles ont vu leur nombre d'emprunteurs croître de 16% à 46% en seulement une année et sur

Graphique 1 Evolution du nombre d'emprunteurs et du portefeuille de prêts (2006-2007)



NB : Ces tendances ont été effectuées en monnaie locale afin d'exclure les influences de variation du taux de change entre 2006 et 2007.

Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks.

des volumes considérables puisque quatre de ces cinq IMF comptent plus de 100 000 emprunteurs et deux d'entre elles plus de 400 000. Les trois plus grandes IMF de la zone arabe, toutes marocaines, Al Amana, Zakoura et FBPMC touchent le plus grand nombre d'emprunteurs dans la région et bénéficient aussi du portefeuille de prêts le plus important. A elles trois elles offrent leurs services à 49% du total des emprunteurs pour un volume de prêts représentant 61% du total de notre échantillon régional.

En termes de volume, cette croissance est encore plus marquante du fait que les évolutions au sein de ce groupe de leaders (5 IMF) varient de 40% à 400%. La croissance du volume de portefeuille progressant plus vite que celle du nombre d'emprunteur, le portefeuille médian d'emprunt a logiquement cru de 17,3%.

Il est intéressant de noter le niveau similaire d'évolution du nombre d'emprunteurs pour le reste de l'échantillon marocain (4 IMF) entre 13% et 60% mais une plus forte croissance du portefeuille en volume pour les IMF leaders puisque les 4 IMF de plus faible portée voient des évolutions situées entre 45% et 89% en volume de portefeuille (avec une médiane à 64%) alors le groupe d'IMF leader connaissent une croissance médiane de 93%. Il en résulte un portefeuille moyen de 459 US\$, plus élevé pour les IMF leaders qui proposent une gamme plus étendue de produits (dont des produits individuels) que pour le reste de l'échantillon dont le portefeuille moyen est de 287 US\$.

L'Égypte et la Jordanie sont aussi deux secteurs particulièrement dynamiques et en plein développement avec des évolutions de plus de 100% tant en nombre d'emprunteurs qu'en volume d'emprunts, évolutions proches de la médiane sectorielle en terme de pourcentage de progression (**graphique 1**).

En règle générale, alors que la portée des IMF continue de s'étendre, les IMF arabes poursuivent leur mission sociale en ciblant principalement la clientèle la plus pauvre (baisse de 14% du solde moyen de prêt par emprunteur/PNB) et les femmes. En effet, au niveau de l'étude du genre, quatre pays de la région se démarquent particulièrement et touchent majoritairement des femmes: le Yémen, le Soudan, la Jordanie et l'Égypte avec respectivement 98%, 91%, 82% et 75% de part de femmes emprunteuses la médiane régionale étant de 71% et de 81%

lorsque l'on exclu le Maroc qui a un des plus faible taux avec 59,5%. Seulement deux pays, le Maroc et l'Égypte, témoignent d'une baisse de cet indicateur. Cette dernière tendance s'explique principalement par la diversité des produits financiers et la maturité croissante de ces secteurs. En réponse à la demande du marché, les IMF s'orientent davantage vers les prêts individuels à l'image de l'échantillon tendance 2006-2007 au sein duquel toutes les IMF offrent ce type de produits en 2007. Ce développement des produits individuels se retrouve au niveau du portefeuille moyen d'emprunt qui est marqué, comme noté ci-dessus, par une croissance médiane de plus de 20%. Autre facteur marquant l'émergence de ce type de produits, la baisse du nombre de femmes qui constituent par nature les groupes solidaires. A titre comparatif, le taux de femmes emprunteurs se situait au Maroc à 87% en 2004 soit une baisse de 46% jusqu'en 2007 signe du développement rapide de ces prêts individuels.

Des structures de financement en pleine mutation

En 2007, près de 79% des IMF arabes de l'échantillon sont autosuffisantes au niveau opérationnelle mais après ajustements, seulement 50% sont autosuffisantes financièrement, exprimant une forte dépendance des IMF vis-à-vis des ressources subventionnées. Alors qu'au niveau de l'étude par groupe de pairs « pays » tous les pays sont autosuffisants au niveau opérationnel exception faite de la Palestine (95%), seuls l'Égypte, le Maroc et la Jordanie sont financièrement autosuffisants (avec respectivement 104,3% 109,3% et 111,6%). La Palestine avec 53,5% et le Yémen 89% peinent encore à atteindre cette autosuffisance. Les investissements en capitaux actions et la collecte d'épargne étant proscrits dans la région arabe pour les IMF, celles-ci sont encore largement dépendantes des subventions et de leurs ressources propres pour financer leurs actifs. En revanche et depuis quelques années déjà, on note un intérêt croissant des bailleurs de fonds et investisseurs pour cette région globalement stable et dont les performances sectorielles, bien que très hétérogènes, continuent en médiane de progresser. La dernière étude du CGAP (CGAP 2008 Microfinance Funder Survey) sur les engagements des bailleurs de fonds et investisseurs à fin 2007 vient corroborer et étoffer ces résultats. Cette étude globale étant une première du genre, les données de

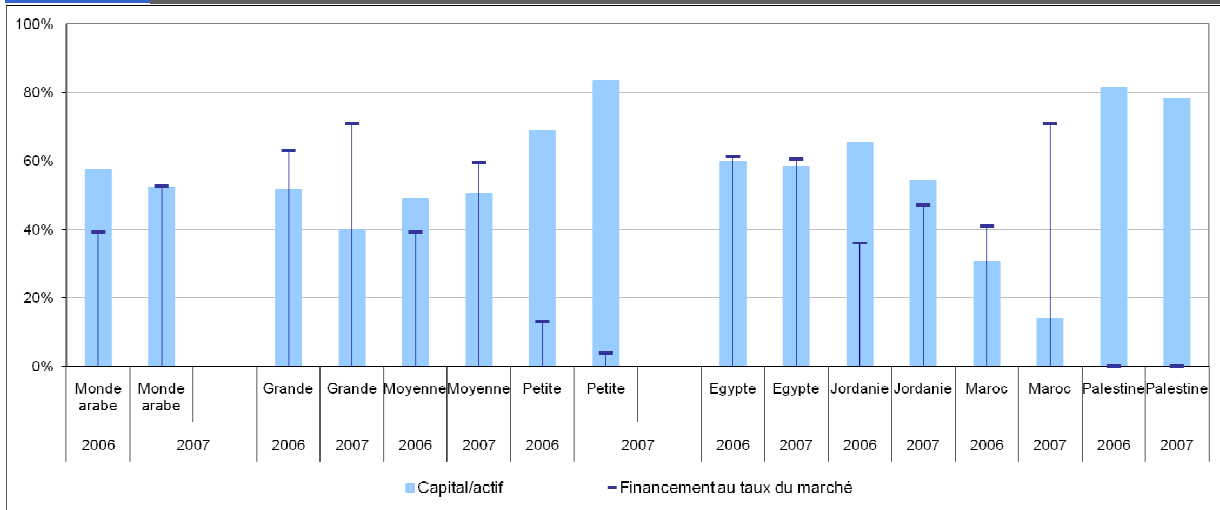
-4- Benchmarking et analyse de la microfinance dans la région arabe 2008

tendances 2005-2007 ne sont pas disponibles pour l'ensemble des catégories d'investisseurs. En revanche, deux études effectuées en 2006 et 2007 sur les investissements des IFD (Institutions de Financement du Développement, branches d'investissement dans le secteur privé des agences de développement, expl : AFD, KFW, SFI...) qui représentent pour la région MENA plus de 40% du total des investissements ont permis de tracer les tendances 2005-2007 pour ce type de bailleurs. Le **graphique 3** qui détaille les résultats par région du monde montre que la plus forte progression, 192% de croissance d'in-

vestissements entre 2005 et 2007, a eu lieu dans la région arabe.

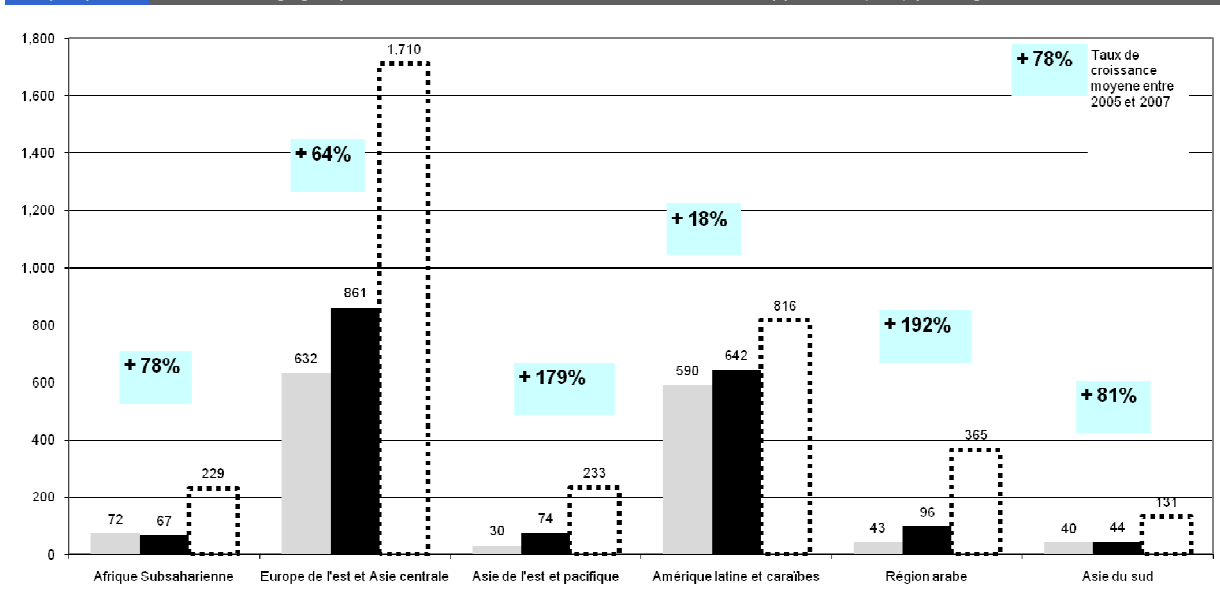
Les emprunts souscrits par les IMF se multiplient et leur offrent une nouvelle source de financement pour développer leurs activités. Même si les investissements totaux dans la région ne représentent que 7% de l'ensemble des engagements mondiaux, 76% de ces investissements touchent directement les IMF, 22% sont alloués au niveau méso qui représente l'ensemble des services d'appuis au secteur (services d'appuis locaux, formation, associations

Graphique 2 Evolution des modes de financement 2006-2007



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks

Graphique 3 Montants engagés par les Institutions de Financement du Développement (IFD) par région entre 2005 et 2007



Source : CGAP 2008 Microfinance Funder Survey : <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.26.1426>

professionnelles etc...) et 2% au niveau macro qui représente l'Etat à travers le cadre réglementaire de la microfinance. Sur les six régions du monde, la zone MOAN est à la troisième place en terme de part d'investissements directs dans les IMF avec 76% de l'ensemble de ses financements juste derrière l'Europe de l'Est et l'Asie centrale (79%) et l'Asie du Sud (87%) témoignant de la confiance des fournisseurs de services financiers.

Entre 2006 et 2007, le ratio médian de financement au taux du marché (total dettes au taux du marché / encours brut de prêts) pour la région MOAN est passé de 39,2% à 52,5% mais reste bien en deçà des autres régions du monde qui se situent entre 62,4% pour l'Afrique subsaharienne et 80,7% pour l'Asie avec une médiane mondiale à 71,9%.

Cette confiance grandissante de la part des investisseurs est particulièrement notable au Maroc qui a vu son ratio de dettes financières et commercial croître de 73% passant de 41% à 71%, médiane mondiale en 2007. Cette tendance se retrouve là encore dans l'étude du CGAP (**Tableau 2**) puisque le Maroc est

le seul pays à concentrer plus de 300 millions US\$ d'engagements financiers fin 2007 suivi de l'Egypte dont les engagements se situent entre 100 et 300 millions US\$. Les autres pays de la région lèvent individuellement moins de 50 millions US\$ d'engagements. Le **graphique 4** est particulièrement représentatif de cette mutation marocaine puisque entre 2003 et 2007 le ratio « capital /actif » est passé de 72,8% à 19,4% laissant place aux financements par la dette aux taux du marché qui évoluent de 9,5% à 75%. A l'époque en effet comme l'accès aux fonds internationaux était restreint et en forte demande, les IMF se tournaient vers les lignes de crédit concessionnel offertes par les pouvoirs publics et certains bailleurs de fonds pour financer leurs activités.

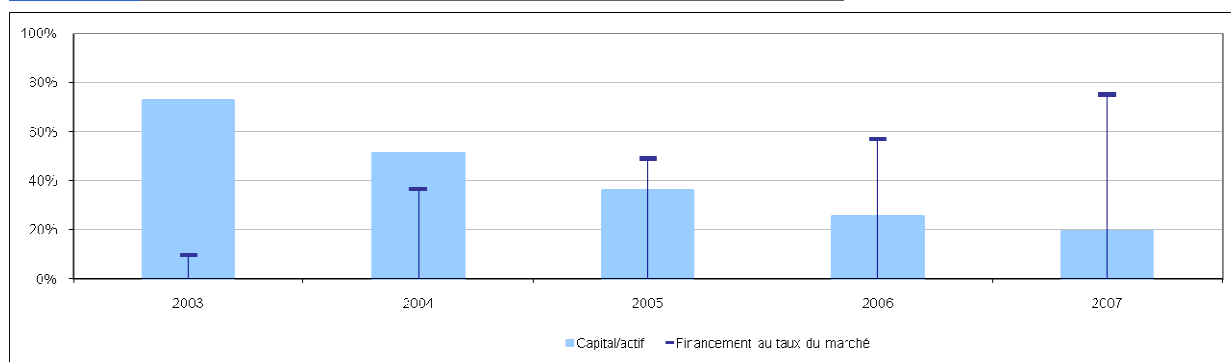
Les tendances 2006-2007 restent stables pour le secteur égyptien avec un ratio de financement au taux du marché de 58,3%. La Jordanie, à l'image de la médiane du secteur dans la région, voit ses ressources commerciales progresser de 31%, le ratio de financement au taux du marché passant de 36 à 47%. Cette situation est due à la fois aux bonnes

Tableau 2 Niveau d'investissements dans les pays arabes

	Pays
< 50 millions US\$ (M US\$)	Algérie, Djibouti, Irak, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie, Tunisie, Yémen
100 to 300 M US\$	Egypte
> 300 M US	Maroc

Il faut noter que seulement les programmes nationaux sont pris en compte dans cette étude qui n'inclue donc pas les programmes régionaux. Source : CGAP 2008 Microfinance Funder Survey : <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.26.1426>

Graphique 4 Evolution de la structure de financement des IMF au Maroc



Echantillon de 6 IMF marocaines

Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2003-2007 Benchmarks.

performances du secteur qui ont permis de gagner la confiance des bailleurs mais aussi à l'implication du secteur bancaire dans la microfinance à titre d'exemple, la banque AMC bank a créé son IMF «AMC MFI».

Si l'on exclu le Maroc de notre échantillon global (47 IMF) de 2007 ce ratio de financement au taux du marché passe de 47,4% à 28% marquant cette fois encore l'évolution beaucoup plus rapide du secteur marocain par rapport à ses pairs arabes.

La garantie : un outil qui fait ses preuves

Malgré leur statut d'organisation non gouvernementale les principaux acteurs du secteur continuent, de part leur taille et leur forte croissance, de contracter des emprunts au taux du marché auprès des banques locales. Jusqu'ici, pour bénéficier de ces prêts, des dépôts de garanties bancaires (généralement offerts par des bailleurs) étaient nécessaires et ont largement contribué au succès et à la croissance rapide des IMF qui dominent actuellement le marché arabe. Ceci n'est plus le cas aujourd'hui pour ces acteurs leaders du secteur qui, de part leur forte rentabilité et expansion, n'ont plus besoin de garanties sur prêts. Toutefois et comme les partenaires bancaires locaux restent encore frileux à financer les IMF émergentes, le secteur a encore largement recouru à ces fonds de garanties puisque 12% des engagements financiers dans la région y sont dédiés, loin devant les autres régions du monde. Par exemple, le Fond Social pour le Développement (Egypte) a mis en place un produit de garantie pour les IMF égyptiennes qui couvre entre 5 et 8 % des risques. De plus, l'USAID Egypte étudie la possibilité d'utiliser son agence de crédit au développement (Development Credit Authority, DCA) pour couvrir partiellement les garanties bancaires afin d'encourager les banques à prêter de l'argent aux IMF. La Grameen-Jameel est elle aussi active dans le domaine des garanties (effectuées sous forme de lettre de crédit) en soutenant des IMF de taille moyenne à grande. Enfin au Maroc, le Fond JAIDA (un fond privé de refinancement des IMF) a déboursé deux lignes de crédit à des IMF de tailles moyennes INMAA et Al Karama. Avec l'amélioration des législations nationales en cours en Egypte, Syrie et au Yémen, on peut encore s'attendre dans un avenir proche à voir les montants investis croître rapidement.

Evolution des cadres réglementaires

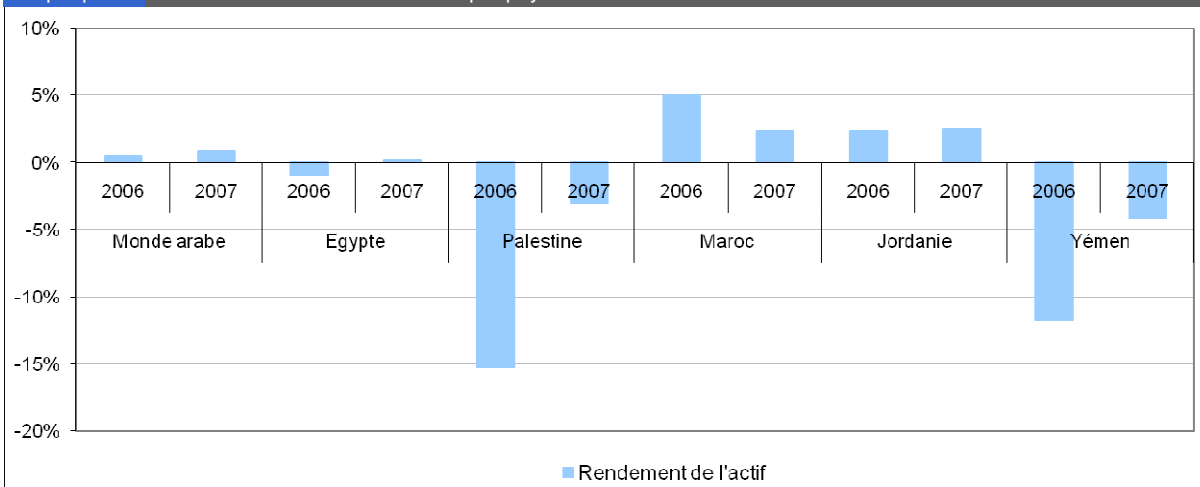
Il est important de noter que l'engouement général pour le secteur marocain est étroitement lié à l'environnement réglementaire et macro-économique du pays qui lui a conféré un avantage concurrentiel pour le développement de ses activités et l'accès à de nouvelles sources de financements. Au même titre, les changements de réglementations qui sont survenus en Syrie en 2008 avec l'adoption de la loi No 15 et qui ont permis à un nombre grandissant d'IMF d'obtenir leur agrément ainsi que de renforcer la supervision menée directement par la banque centrale de Syrie, laissent présager dans les prochaines années un regain d'investissements dans ce pays. Au Yémen, et toujours afin de favoriser le développement et la diversification du secteur, une proposition de loi bancaire de microfinance a aussi été déposée et est en cours d'étude par la banque centrale. De même de nombreux investisseurs locaux et internationaux sont en attente de la ratification de la nouvelle réglementation sectorielle en Egypte qui sera mis en place par le ministère de l'investissement. La promulgation de cette nouvelle loi est prévue début 2009 et pourrait impulser l'émergence de nouvelles IMF (nouveaux statuts de type « intermédiaire financier non bancaire ») intensifiant le volume d'investissements dans le secteur.

Efficiences et Rentabilité

Des activités de micro crédit rentables servent d'attrait aux investissements grandissant dans la région. Alors que le rendement des actifs des IMF arabes frôle la rentabilité en 2007 avec - 0,15% sur une médiane internationale située à 0,6%, notre échantillon tendance 2006-2007 montre une tendance positive passant de 0,6% en 2006 à 0,9% en 2007 (**graphique 5**) rendue possible grâce à un échantillon d'IMF plus matures bénéficiant d'un niveau d'activités supérieur. Cette évolution, de bon augure pour le secteur, s'explique à la fois par une augmentation des revenus financiers mais aussi par une baisse des charges qui offre la première place à la région arabe avec un ratio de charges totales de 21,5% pour une médiane mondiale 2,3 points supérieure.

Ce niveau de charges s'explique principalement par la dernière position qu'obtient la région arabe en terme de taux de financement au taux de marché (47,4% contre une médiane mondiale de 71,9%). L'arrivée de nouveaux bailleurs internationaux et

Graphique 5 Evolution du rendement de l'actif par pays



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks

l'implication grandissante des banques locales dans le financement du secteur marquant une plus forte « commercialisation » de celui-ci devrait inverser cette tendance dans les années à venir (augmentation des charges financières) au profit d'un effet de levier qui permettra aux IMF de mieux financer leur expansion. Cette tendance est d'ailleurs déjà notable au Maroc qui est le seul pays de notre échantillon de tendance, comme nous le verrons ci dessous, à voir son rendement de l'actif diminuer entre 2006 et 2007 suite à cet accroissement de charges financières.

De manière générale l'ensemble des secteurs nationaux voit une nette progression dans leur quête de rentabilité et en particulier la Palestine et le Yémen qui, malgré des rendements toujours négatifs, améliorent considérablement leurs performances (**Graphique 5**). L'Egypte quant à elle a réussi entre 2006 et 2007 à améliorer ses résultats de manière à franchir la zone négative passant -0,9% à 0,2%. Mais alors que la Jordanie a encore accru ses performances lui permettant de gagner 8% de rendement sur l'actif, le secteur marocain est le seul qui recule de 2,6 points, tombant à 2,4%.

Des charges bien maîtrisées

La région arabe reste la plus compétitive au monde en terme de ratio de charges totales grâce à ses faibles niveaux de charges administratives et taux de provisionnement pour portefeuille à risque (lié à l'excellente qualité de son portefeuille de prêts, une des principales caractéristiques du secteur cette année encore).

Au Maroc, tout comme les charges opérationnelles qui continuent de baisser (-2% lorsque l'on exclut une IMF de l'échantillon qui a connu une croissance exceptionnelle), les revenus financiers suivent la même tendance enregistrant une baisse de 32,4% à 28%. Ce dernier constat trouve son explication principalement dans la baisse du rendement du portefeuille (de 33,9% à 29,8% entre 2006 et 2007) du à la maturité d'un marché devenu plus concurrentiel et poussant les IMF à baisser leurs taux d'intérêt pour conserver leur compétitivité.

Au niveau de l'étude du portefeuille à risque, la tendance de dégradation du portefeuille (portefeuille à risque à 30 jours en progression de 0,6 à 1,3% tout comme celui à 90 jours de 0,2 à 0,7%) est nouvelle pour ce secteur marocain qui, depuis plusieurs années, n'avait jamais atteint les 1% de portefeuille à risque à 30 jours. Le Maroc est le seul pays de notre échantillon de tendance à voir une dégradation de son portefeuille à risque influant considérablement sur l'ensemble de la région qui voit son portefeuille global se dégrader de 26%. Il semblerait qu'en 2008, selon un rapport de la banque centrale marocaine parut en septembre 2008, le portefeuille à risque à 30 jours s'est encore dégradé pour atteindre les 5%. C'est la première fois que l'on note un retard de remboursement de ce niveau depuis le lancement de la Microfinance dans les années 1990. Cette situation est à surveiller d'autant plus qu'en 2007 le taux de couverture de risque est tombé à 75% contre 81% en 2006.

Au sein de la région, le ratio charges d'exploitation/portefeuille de prêts diminue de 5% en 2007 pour atteindre 20%. Seul le secteur marocain subit une

forte augmentation de 41% sur ce ratio pour atteindre 24%, changement dû à une simple IMF. Cependant, une fois cette IMF exclue de l'échantillon, le secteur marocain améliore de 11% ce ratio de charges opérationnelles par rapport à 2006 pour atteindre la médiane régionale de 20%. Le secteur jordanien reste le plus efficace avec un ratio de 17% en recul de 13% et qui s'avère être parmi les meilleures performances mondiales.

En Jordanie, la microfinance se développe progressivement et sûrement puisque l'ensemble des indicateurs témoigne de tendances positives. L'accès croissant au financement au taux du marché leur permet de financer leur activité sans pour autant pénaliser les IMF en charges financières. L'ensemble des facteurs suivants à savoir, une portée en progression de 40%, la maîtrise du portefeuille à risque avec un ratio de couverture le plus élevé pour la région, une productivité largement supérieure aux performances mondiales, une efficacité en terme de coût d'octroi de crédit en hausse de 15%, démontre un développement serein de ce secteur. Le rendement du portefeuille est relativement bas avec 20% en 2007 mais en progression de trois points, montrant une gestion réfléchie pour financer la croissance des activités tout en conservant un accès à un plus grand nombre aux services financiers.

La situation égyptienne reste relativement stable entre 2006 et 2007 en terme de niveau général de charges même si son ratio de charges financières bondit de 25% dû au financement de ses activités. La contre partie positive est l'effet de levier escompté qui permet d'accroître les revenus du secteur de 19,6% en 2006 à 20,3% en 2007. On note aussi une meilleure maîtrise des charges d'exploitation en baisse de 11%.

En Palestine, le secteur a considérablement épuré son portefeuille à risque de plus de 23 points durant l'exercice 2007 pour atteindre 6,4% ce qui a directement influé sur ses performances en réduisant son ratio de dotations aux provisions pour créances douteuses de 12% à 1,7%.

Malgré une légère amélioration d'un portefeuille à risque à 30 jours (passant de 2,1% à 1,5%) déjà bien maîtrisé par le secteur yéménite, on note un léger recul du ratio des revenus financiers. Cette situation s'explique par la radiation de prêts à hauteur de 1,2% (contre 0% en 2006) engendrant une baisse

du portefeuille de prêts alors que les actifs se sont nettement développés dans leur ensemble.

Des résultats disparates mais encourageants

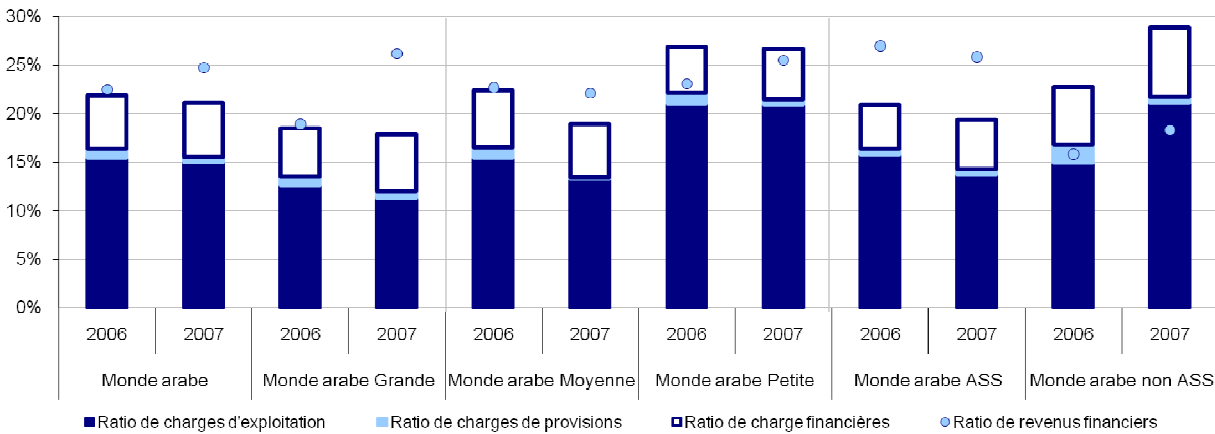
Au sein des différents groupes de pairs (*graphique 6*), il faut noter des résultats disparates mais globalement encourageants à l'image de l'étude du groupe de pairs par taille (portée). Les petites IMF qui touchent moins de 10 000 emprunteurs bien qu'encore déficitaires ont réussi à accroître leurs revenus financiers de 10% tout en diminuant leurs charges opérationnelles. Il faut cependant noter que ces baisses de charges proviennent des dotations aux provisions sur portefeuille à risque alors que les portefeuilles à 30 jours et 90 jours se dégradent passant respectivement de 2,2% à 3% et 1,3% à 2,5%. Cette pratique peut-être dangereuse, le portefeuille de prêts étant à la fois le principal actif des IMF mais aussi le plus risqué. Malgré une hausse des charges de personnel, cette catégorie d'IMF voit aussi son efficacité évoluer positivement puisqu'il fallait 30 cents en 2006 pour financer 1 dollars de prêts alors qu'il ne faut plus que 27 cents en 2007.

Le groupe de pair « IMF moyennes » (IMF touchant entre 10 000 et 30 000 emprunteurs) malgré un léger recul du ratio de produits financiers a réussi, par une réduction de 15% de leurs charges d'exploitation et 20% de charges pour provision sur portefeuille, à améliorer leur efficacité d'exploitation.

Les IMF groupe de pair « IMF grandes » (qui touche plus de 30 000 emprunteurs) ont vu leur ratio de produits financiers passer de 18,9% à 26,2%. Cette forte hausse est due à l'accroissement des emprunts commerciaux comme sources de financement des actifs et en particulier celui du portefeuille brut de prêts (+ 23% entre 2006 et 2007). Autre conséquence de cette tendance les 18% d'augmentation de charges financières qui ne freine cependant pas la décreuse des charges totales puisque les charges d'exploitation tout comme celles des provisions pour risque de dégradation du portefeuille baissent.

Dans son ensemble et avec la venue de nouveaux fonds de garanties, d'investisseurs et des législations nationales appropriées, le secteur peut s'attendre en se développant à voir son niveau de charges financières croître dans le futur à l'image du secteur marocain.

Graphique 6 Décomposition du rendement sur l'actif



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks.

Conclusion

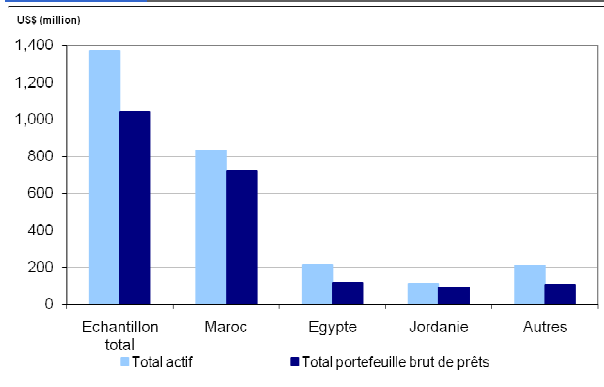
Comme cette étude l'a démontré, il existe un réel décalage dans l'évolution du secteur qui scinde notre échantillon en deux groupes avec d'un côté le Maroc, l'Égypte et la Jordanie et de l'autre la Palestine, le Yémen, le Soudan, le Liban, l'Irak, la Syrie et la Tunisie. Le premier groupe qui représente 90% du marché (**graphique 7**) en terme de volume de portefeuille est beaucoup plus mature et bénéficie plus largement de l'aide extérieur. En volume total, il voit ses actifs bondir de 62%, son nombre d'emprunteurs de 34% et 63,7% en volume de prêts alors que l'autre groupe connaît une croissance plus limitée de respectivement 26%, 24,7% et 36%. Le Maroc domine le marché avec des volumes d'actif et de portefeuille bien supérieurs à ceux de ses plus proches pairs relayant l'Égypte à la deuxième place avec quatre fois plus d'actif et sept fois plus de volume de portefeuille brut de prêts.

De manière générale, pour les groupes de pairs les moins efficaces comme « non ASF » et « petite » (en portée et en volume), les tendances 2007 sont les mêmes : ces IMF bénéficient de trois à dix-huit fois moins de ressources financières commerciales par rapports à leurs pairs respectifs ce qui pénalise considérablement leur croissance. Ces IMF, afin d'attirer les investisseurs en attendant une évolution de la législation, devront continuer leurs efforts vers la quête de la rentabilité.

Il est important de noter que cet engouement soudain des bailleurs internationaux sur certains mar-

chés comme le Maroc peut dans certaines mesures avoir des conséquences indésirables et nuisibles pour le secteur. En effet, en l'absence de normes prudentielles établies et appliquées et d'une centrale des risques, cette manne financière grandissante offerte aux IMF accélère l'intensification de l'offre sur le marché, et dans des marchés où il existe une concurrence forte, la multiplication des prêts croisés peut mener à une dégradation de la qualité du portefeuille: une étude de la banque centrale du Maroc « Bank Al Maghrib » rendue publique en septembre 2008 estime à 40% le nombre de clients qui ont souscrit des prêts dans au moins deux IMF. Afin de prévenir tout risque de contagion au sein de la région arabe et en particulier pour les autres pays bénéficiant largement des financements extérieurs, il conviendrait de prendre les mesures nécessaires au niveau réglementaire afin de protéger les différents secteurs.

Graphique 7 Répartition de l'actif et du portefeuille de prêts par pays en 2007



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks.

Toutefois, cet intérêt croissant des investisseurs internationaux dans la région arabe et le renforcement des relations entre banques locales et IMF notamment au Maroc, Egypte et Jordanie et qui devrait s'étendre rapidement au Yémen avec le nouveau cadre réglementaire devraient permettre au secteur de continuer sa croissance touchant chaque année plus de clients. Une nouveauté réglementaire devrait changer le paysage de la microfinance en Egypte avec l'application de la nouvelle réglementation sectorielle qui devrait être effective courant 2009. Celle-ci va permettre la création d'IMF de type « intermédiaire financier non bancaire », statut

juridique jusqu'ici proscrit au sein de la microfinance arabe. Ces IMF seront sujettes à un capital minimum et leurs statuts leur permettront de lever des fonds auprès d'investisseurs privés sous forme d'emprunts et/ou de participation en fonds propres. L'ensemble du secteur se réjouit de cette décision qui devrait, une fois que le modèle aura fait ses preuves, être adoptée plus largement par les autres pays de la région arabe.

*Ranya Abdel-Baki,
Responsable transparence, Sanabel
et
Charles Cordier
Analyste MIX, Afrique du Nord et Moyen Orient*

La Syrie – Un marché émergent

Le secteur de la microfinance en Syrie est jeune et largement sous exploité en comparaison des autres pays de la région. Le secteur compte actuellement six IMF soutenues par le gouvernement, des bailleurs, des ONG qui opèrent principalement en zone rurale où les besoins sont les plus forts. Etant donné que la portée totale des six IMF est approximativement de 50 000 clients pour une population des 15-65 ans et vivant sous le seuil de pauvreté qui est estimé à 1,4 million, le potentiel de ce marché est considérable. L'offre de produits de prêts est aussi limitée aux prêts de groupe et quelques prêts individuels (productifs, à l'habitat, à la consommation et au développement rural).

Le gouvernement syrien afin de développer le secteur a pris une série de mesures depuis quelques années. La plus importante est l'élaboration d'une politique stratégique nationale pour construire les bases du développement du secteur sur la période 2006-2010. Plus récemment, la ratification du Décret Général de Microfinance (décret syrien numéro 15) en février 2007 autorise dorénavant la création « d'institutions bancaires de financement social » qui peuvent appartenir à des capitaux étrangers ou locaux et qui sont autorisés en sus de l'octroi de crédits, de collecter l'épargne volontaire des clients tout comme fournir d'autres services financiers y compris la micro assurance. Ce décret qui autorise certaines catégories d'IMF à collecter l'épargne ainsi que la transformation de programmes de microfinance en IMF réglementées est le premier du genre dans la région.

La FMFI (First Microfinance Foundation Institution) a été la première IMF à recevoir son agrément de la Banque Centrale de Syrie en mars 2008. Certaines sont en cours de transformation comme la « Rural Community Program in Jabal Al Hoss ». En complément de ces innovations du cadre réglementaire et pour développer et diversifier les sources de revenus des IMF syriennes, les nouveaux statuts permettent aux IMF de développer de nouvelles gammes de produits et services.

Les informations financières et de portée de FMFI and Jabal Al Hoss ont été incluses dans ces benchmarks arabes 2007 et dans les benchmarks mondiaux du MIX. Bien que ces données soient insuffisantes pour donner une vision détaillée des performances du secteur syrien, quelques indicateurs ont permis de noter des caractéristiques de ce marché émergent. Les futurs rapports benchmarking de la microfinance dans la région arabe ne manqueront de mettre en valeur les impacts que va engendrer ce nouveau cadre législatif sur le secteur.

	Syrie	Monde arabe
Nombre d'emprunteurs	8 149	12 463
Femmes emprunteurs (%)	37%	71%
Portefeuille de prêts	7 025 064	5 863 114
Solde moyen de prêts	51%	15%
Rendement de l'actif	-10%	-0.15%
Auto suffisance financière	114%	100%
Charges opérationnelles/portefeuille brut de prêts	10%	20%
Nombre prêts par agent de crédit	161	207
PAR.> 30 jours	3, 5%	1,9%

Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2007 Benchmarks

Collecte et traitement des données

Pour les besoins du benchmarking, le MIX collecte et retrace les données financières et de portée des IMF conformément aux standards internationaux de la microfinance tels qu'ils sont appliqués pour le MicroBanking Bulletin. Les données brutes sont collectées auprès des IMF, reformatées selon les normes de présentation et vérifiées à l'aide des états financiers audités, des rapports de rating ou d'autres rapports d'évaluation et de contrôle disponibles. Les indicateurs de performance sont alors retraités en utilisant les standards du secteur en matière de retraitement afin d'éliminer les effets des subventions, des différences de politique de provisionnement des créances douteuses et intégrer l'impact de l'inflation sur les performances de l'institution. Ce processus permet de comparer les performances entre les institutions. Le MIX souhaite remercier chaleureusement les institutions ayant participées aux benchmarks du secteur ainsi que le CGAP pour avoir partagé les résultats de sa dernière étude sur les investissements dans cette région.

Le *MicroBanking Bulletin* (MBB), est l'un des principaux produits de benchmarking du Microfinance Information Exchange, Inc (MIX). Les données de benchmarks offrent au secteur de la microfinance des outils et des mesures pour analyser les performances des institutions de microfinance (www.mixmbb.org). La publication de ces données permet aux IMF de se situer dans le contexte global de l'industrie à travers des groupes de pairs, de comprendre les tendances de leurs propres performances et de fixer des perspectives de développement. Les indicateurs et procédures analytiques utilisés par le MIX se basent sur les dernières normes du secteur. Sont examinées la rentabilité, l'efficacité, et la productivité, ainsi que la taille et la portée de leurs services. Les données de benchmarks renforcent la transparence financière, une déterminante pour l'amélioration des performances des institutions ainsi que pour leur ouverture sur de nouvelles sources de financement.

IMF participantes: région arabe	
Benchmarks 2007 (48 IMF)	
Tendances 2006-2007 (36 IMF) <i>en Italique</i>	
Egypte	<i>ESED, Lead Foundation, SBACD, IDDA, SCDA, ABA, ABWA, FMF, ABMA, DBACD, Al Tadamun, CEOSS, RADE</i>
Irak	<i>Al-Thiqa</i>
Jordanie	<i>MEMCO, Tamweelcom, AMC, DEF, Alwatani, MFW</i>
Liban	<i>AL Majmoua, Makhzoumi, Ameen</i>
Maroc	<i>FBPMC, FONDEP, Zakoura, AMOS, AMSSF/MC, Al Karama, INMAA, ARDI, Al Amana</i>
Palestine	<i>UNRWA, Al Rafah Bank, FATEN, ACP-CHF, PARC, ASALA</i>
Sudan	<i>BRAC Sudan, PASED</i>
Syrie	<i>Jabal al Hoss, MCF Syria</i>
Tunisie	<i>Enda</i>
Yémen	<i>Abyan, SFSD, Al Awael, NMF, Azal</i>

Groupe de pairs	Définition	Description
Pays	Egypte (13 IMF)	IMF égyptiennes
	Jordanie (6 IMF)	IMF jordaniennes
	Maroc (9 IMF)	IMF marocaines
	Palestine (6 IMF)	IMF palestiniennes
	Yémen (5 IMF)	IMF yéménites
	Région arabe sans le Maroc (39 IMF)	Toutes les IMF arabes sauf les marocaines
Rentabilité	Arabe ASF (24 IMF)	IMF ayant une autosuffisance financière $\geq 100\%$
	Arabe Non ASF (24 IMF)	IMF ayant une autosuffisance financière $< 100\%$
Echelle	Arabe Petite (14 MFIs)	IMF arabes avec un portefeuille brut de prêts < 2 millions US\$
	Arabe Moyenne (14 MFIs)	IMF arabes avec un portefeuille brut de prêts entre 2 et 8 millions US\$
	Arabe Grande (20 MFIs)	IMF arabes avec un portefeuille brut de prêts > 8 millions US\$
Portée	Arabe Petite portée (21 MFIs)	Nombre d'emprunteurs $< 10,000$
	Arabe Moyenne portée (13 MFIs)	Nombre d'emprunteurs $\geq 10,000$ et $\leq 30,000$
	Arabe Grande portée (14 MFIs)	Nombre d'emprunteurs $> 30,000$

Définitions des Indicateurs

CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES

Nombre d'IMF	Effectifs du groupe
Age	Années d'existence
Total actif	Actif Total, ajusté pour l'inflation, le provisionnement pour prêts irrécouvrables et la radiation de prêts
Bureaux	Nombre (incluant le siège)
Effectifs du personnel	Nombre total d'employés

STRUCTURE DE FINANCEMENT

Capital/ Actif	Total fonds propres ajustés/ Total actif ajusté
Financement au taux du marché	Total dettes au «Taux du marché »/ Encours brut de prêts
Ratio Dettes/ Fonds Propres	Total dettes, ajusté/ Total fonds propres, ajusté
Épargne sur encours de prêts	Épargne volontaire/ Encours brut de prêts, ajusté
Épargne sur actif total	Épargne volontaire/ Total actif, ajusté
Encours de prêts sur actif total	Encours brut de prêts, ajusté/ Total de l'actif, ajusté

INDICATEURS DE PORTÉE

Nombre d'emprunteurs actifs	Nombre d'emprunteurs avec un prêt en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Pourcentage d'emprunteurs femmes	Nombre d'emprunteurs actifs femmes/ Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Nombre de crédits en cours	Nombre de prêts en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Encours brut de prêts	Encours brut de prêts, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Solde moyen de crédit par emprunteur	Encours brut de prêts, ajusté/ Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	Solde moyen de prêt par emprunteur, ajusté/ PNB par habitant
Solde de prêt moyen	Encours brut de prêts, ajusté/ Nombre de prêts en cours, ajusté
Solde de crédit moyen/ RNB par habitant	Solde de prêt moyen, ajusté/ PNB par habitant
Nombre d'épargnants volontaires	Nombre d'épargnants avec des comptes d'épargne volontaire à vue ou à terme
Nombre de comptes d'épargne volontaire	Nombre de comptes d'épargne volontaire à vue ou à terme
Épargne volontaire	Total des comptes d'épargne volontaire à vue et à terme
Montant moyen d'épargne par épargnant	Épargne volontaire/ Nombre d'épargnants volont.
Montant d'épargne moyen	Total de l'épargne volontaire/ Nombre de comptes d'épargne volontaire

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

PNB par habitant	Dollars US
Taux de croissance du PIB	Moyenne annuelle
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	%
Taux d'inflation	%
Pénétration des circuits financiers	M3/PIB

PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE

Rendement de l'actif	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/ Montant moyen de l'actif
Rendement des fonds propres	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/ Montant moyen des fonds propres
Auto-suffisance opérationnelle	Produits financiers/ (Ch. financières + Dot. nettes aux Prov. pour prêts irrécouv. + Ch. d'exploitation)
Auto-suffisance financière	Produits financiers, ajustés/ (Ch. financières + Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées

PRODUITS D'EXPLOITATION

Ratio des produits financiers sur actif	Produits financiers, ajustés/ Actif moyen
Marge bénéficiaire	Résultat opérationnel, ajusté/ Produits financiers, ajustés
Rendement nominal du portefeuille brut	Intérêts, frais et commissions perçus sur le portefeuille de crédits/ Encours de crédits brut moyen, retraité
Rendement réel du portefeuille brut	(Rendement nominal du portefeuille brut - Taux d'inflation)/ (1 + Taux d'inflation)

CHARGES D'EXPLOITATION

Ratio de ch. totales à l'actif	(Ch. financières + Dotations nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. financières à l'actif	Ch. financières retraitées/ Actif moyen, retraité
Ratio de dotations aux provisions pour prêts irrécouvrables	Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. d'exploitation à l'actif	Charges d'exploitation, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. de personnel	Ch. de personnel, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. administratives	Ch. administratives, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. d'ajustement	(Résultat opérationnel, ajusté - Résultat opérationnel non-ajusté)/ Actif moyen

EFFICIENCE

Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	Charges d'exploitation, ajustées/ Encours brut moyen de prêts
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	Ch. de personnel, ajustées/ Encours brut moyen de prêts
Salaires moyen/ PNB par habitant	Montant moyen des ch. de personnel, ajusté/ PNB par habitant
Coût par emprunteur	Charges opérationnelles, ajustées/ Nombre moyen d'emprunteurs actifs, ajusté
Coût par prêt	Charges opérationnelles, ajustées/ Nombre moyen de prêts en cours, ajusté

Définitions des Indicateurs

PRODUCTIVITÉ

Emprunteurs par effectif du personnel	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/ Effectifs du personnel
Prêts par effectif du personnel	Nombre de prêts en cours, ajusté/ Effectifs du personnel
Emprunteurs par agent de crédit	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/ Nombre d'agents de crédit
Prêts par agent de crédit	Nombre de prêts en cours, ajusté/ Nombre d'agents de crédit
Epargnants volontaires par effectif du personnel	Nombre d'épargnants vol./ Effectifs du personnel
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	Nombre de comptes d'épargne vol./ Effectifs du personnel
Distribution du personnel	Nombre d'agents de crédit/ Effectifs du personnel

RISQUES ET LIQUIDITÉ

Portefeuille à risque > 30 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 30 jours/ Encours brut de prêts, ajusté
Portefeuille à risque > 90 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 90 jours/ Encours brut de prêts, ajusté
Taux de radiation de prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée/ Encours brut moyen de prêts
Taux de pertes sur prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée et diminuée des reprises de capital/ Encours brut moyen de prêts
Taux de couverture du risque	Provision pour prêts irrécouvrables, ajustée/ PAR > 30 jours
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	Caisses et disponibilités bancaires/ Total actif, retraité
Ratio de liquidité générale	Actif à court terme/ Passif à court terme

REGION ARABE

	IMF arabes	Egypte	Jordanie	Maroc	Palestine	Yémen	Région arabe sans Maroc
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES							
Nombre d'IMF	48	13	6	9	6	5	39
Age	8	9	8	8	8	4	8
Actif, Total	8,177,997	5,962,057	12,519,789	20,549,354	10,085,471	531,023	6,965,304
Bureaux	11	10	13	131	13	4	10
Effectifs du personnel	97	169	87	403	45	30	90
STRUCTURE DE FINANCEMENT							
Capital/ Actif	50.4%	57.4%	54.3%	13.9%	77.0%	22.1%	57.5%
Financement au taux du marché	47.4%	66.1%	47.0%	70.8%	2.0%	18.0%	28.0%
Dettes sur fonds propres	91.3%	74.2%	85.6%	619.3%	30.0%	96.7%	70.6%
Encours de prêts sur actif total	77.9%	58.8%	86.6%	83.8%	72.2%	76.7%	76.7%
INDICATEURS DE PORTÉE							
Nombre d'emprunteurs actifs	12,463	26,280	14,731	74,052	2,576	2,520	9,024
Pourcentage d'emprunteurs femmes	71.4%	75.1%	82.0%	59.5%	66.0%	97.7%	80.4%
Encours brut de prêts	5,863,114	4,664,319	11,261,466	18,761,792	6,271,237	282,760	4,695,665
Solde moyen de prêt par emprunteur	326	181	979	303	1,379	110	331
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	15.1%	11.4%	36.8%	16.0%	112.1%	13.2%	14.5%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE							
Rendement de l'actif	-0.2%	0.9%	2.6%	2.4%	-15.9%	-4.1%	-1.5%
Rendement des fonds propres	0.7%	1.9%	5.0%	11.9%	-19.4%	-1.1%	-1.6%
Auto-suffisance opérationnelle	125.0%	126.2%	136.1%	117.5%	95.0%	109.1%	125.0%
Auto-suffisance financière	100.1%	104.3%	111.6%	109.4%	53.5%	89.0%	90.9%
PRODUITS D'EXPLOITATION							
Ratio des produits financiers	21.8%	20.2%	23.6%	28.0%	7.3%	29.2%	20.4%
Marge bénéficiaire	0.0%	4.1%	9.8%	8.6%	-112.2%	-12.4%	-10.1%
Rendement nominal du portefeuille brut	31.7%	30.1%	26.5%	32.4%	14.2%	39.3%	30.1%
Rendement réel du portefeuille brut	23.4%	19.0%	20.0%	29.8%	11.3%	26.6%	20.3%
CHARGES D'EXPLOITATION							
Ratio de ch. totales	21.5%	18.2%	21.5%	25.6%	27.6%	36.9%	21.2%
Ratio de ch. financières	5.5%	8.5%	5.9%	3.5%	2.4%	10.3%	6.3%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	0.7%	0.5%	0.7%	1.6%	8.6%	0.3%	0.5%
Ratio de ch. d'exploitation	13.4%	9.5%	14.7%	22.0%	7.5%	26.0%	12.9%
Ratio de ch. de personnel	8.7%	7.5%	9.8%	13.6%	4.9%	18.9%	8.6%
Ratio de ch. administratives	4.9%	2.3%	4.9%	7.5%	2.6%	7.6%	4.4%
Ratio de ch. d'ajustement	3.3%	4.5%	2.9%	0.5%	2.2%	7.3%	3.9%
EFFICIENCE							
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	19.9%	17.4%	16.6%	24.0%	16.4%	37.9%	19.5%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	14.0%	13.6%	11.1%	15.6%	10.1%	25.8%	13.6%
Salaires moyen/ PNB par habitant	3	1.5	4.3	3.9	10.0	2.9	3.1
Coût par emprunteur	69	29.0	118.5	69.0	250.5	32.0	68.0
PRODUCTIVITÉ							
Emprunteurs par effectif du personnel	119	139.6	169.1	175.3	59.7	99.1	100.3
Emprunteurs par agent de crédit	207	231.3	267.1	247.2	114.8	193.7	193.7
Distribution du personnel	57.3%	55.3%	63.4%	74.1%	55.2%	51.3%	54.5%
RISQUES ET LIQUIDITÉ							
Portefeuille à risque > 30 jours	1.9%	1.5%	1.8%	1.3%	26.5%	1.4%	2.0%
Portefeuille à risque > 90 jours	0.7%	0.4%	0.5%	0.7%	19.0%	0.6%	0.6%
Taux de radiation de prêts	0.5%	0.2%	0.3%	0.6%	8.1%	0.0%	0.4%
Taux de pertes sur prêts	0.4%	0.1%	0.2%	0.6%	3.8%	0.0%	0.4%
Taux de couverture du risque	1%	0.7%	2.0%	0.8%	0.8%	1.0%	0.8%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	8.7%	1.5%	7.0%	8.8%	23.8%	1.9%	8.6%

REGION ARABE

	Arabe ASF	Arabe Non ASF	Arabe Grande	Arabe Moyenne	Arabe Petite	Arabe Grande (portée)	Arabe Moyenne (portée)	Arabe Petite (portée)
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES								
Nombre d'IMF	24	24	20	14	14	14	13	21
Age	8	7.5	9.5	8.5	6	10.5	8	7
Actif, Total	12,244,967	3,559,627	24,363,772	5,801,720	1,190,852	26,919,911	5,290,088	1,943,350
Bureaux	13	10	16	11	6	44	11	6
Effectifs du personnel	118	71	345	98	33	551	114	39
STRUCTURE DE FINANCEMENT								
Capital/ Actif	36.8%	66.2%	48.5%	50.5%	54.2%	37.9%	47.2%	67.3%
Financement au taux du marché	64.4%	21.6%	64.4%	37.3%	15.5%	71.3%	60.0%	3.9%
Dettes sur fonds propres	1.7	0.4	1.1	1.0	0.6	1.6	1.1	0.3
Encours de prêts sur actif total	79.1%	76.7%	85.2%	75.8%	69.4%	81.9%	73.8%	76.7%
INDICATEURS DE PORTÉE								
Nombre d'emprunteurs actifs	21,309	4,520	66,246	12,190	2,382	84,996	14,054	3,126
Pourcentage d'emprunteurs femmes	69.8%	73.2%	62.9%	63.6%	96.4%	73.4%	67.7%	82.8%
Encours brut de prêts	11,261,466	3,169,581	16,874,179	4,126,963	696,943	19,969,613	3,312,920	1,756,415
Solde moyen de prêt par emprunteur	345	320	440	288	198	315	279	854
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	14.1%	20.1%	20.8%	14.3%	15.5%	13.6%	14.3%	23.2%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE								
Rendement de l'actif	4.9%	-4.9%	1.9%	0.5%	-5.6%	3.8%	-0.6%	-4.6%
Rendement des fonds propres	10.4%	-5.9%	7.3%	0.9%	-5.9%	12.4%	-1.6%	-5.4%
Auto-suffisance opérationnelle	142.3%	100.5%	131.1%	120.1%	110.0%	136.1%	124.9%	111.6%
Auto-suffisance financière	121.8%	72.5%	109.6%	103.2%	71.7%	119.1%	98.1%	71.8%
PRODUITS D'EXPLOITATION								
Ratio des produits financiers	24.8%	16.8%	20.6%	23.1%	24.6%	23.4%	22.0%	21.6%
Marge bénéficiaire	17.9%	-37.9%	8.8%	3.1%	-39.5%	16.0%	-1.9%	-39.2%
Rendement nominal du portefeuille brut	31.9%	29.7%	29.4%	32.7%	36.4%	30.7%	30.1%	34.0%
Rendement réel du portefeuille brut	25.8%	18.6%	20.6%	23.7%	25.9%	24.0%	21.9%	25.2%
CHARGES D'EXPLOITATION								
Ratio de ch. totales	18.1%	32.1%	18.3%	22.9%	34.8%	21.5%	19.1%	25.6%
Ratio de ch. financières	5.2%	5.9%	5.5%	4.6%	6.5%	6.1%	5.9%	4.4%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	0.3%	1.7%	0.6%	0.9%	0.9%	0.7%	0.2%	1.1%
Ratio de ch. d'exploitation	13.1%	15.6%	11.0%	15.7%	21.9%	11.0%	12.9%	17.0%
Ratio de ch. de personnel	7.6%	9.0%	7.4%	10.3%	15.3%	8.1%	7.9%	9.5%
Ratio de ch. administratives	4.2%	5.5%	3.8%	4.7%	6.7%	3.8%	5.0%	5.7%
Ratio de ch. d'ajustement	1.8%	5.1%	2.0%	3.6%	6.1%	1.9%	2.8%	4.6%
EFFICIENCE								
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	18.6%	26.9%	16.4%	21.2%	31.4%	17.6%	20.7%	24.5%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	12.5%	18.6%	10.5%	15.5%	19.8%	12.6%	13.6%	15.0%
Salaires moyen/ PNB par habitant	3.4	3.3	3.9	3.0	2.8	3.4	3.3	3.3
Coût par emprunteur	66	76	68	77	56	54	73	141
PRODUCTIVITÉ								
Emprunteurs par effectif du personnel	174	87	173	115	89	194	140	79
Emprunteurs par agent de crédit	252	160	239	194	141	256	223	127
Distribution du personnel	64.0%	53.9%	69.0%	55.9%	52.5%	71.0%	54.7%	54.5%
RISQUES ET LIQUIDITÉ								
Portefeuille à risque > 30 jours	1.2%	3.0%	1.8%	1.6%	2.2%	0.9%	1.3%	2.9%
Portefeuille à risque > 90 jours	0.4%	1.6%	0.4%	1.0%	1.6%	0.4%	0.7%	1.7%
Taux de radiation de prêts	0.3%	2.6%	0.3%	1.7%	1.0%	0.3%	0.4%	1.2%
Taux de pertes sur prêts	0.2%	1.6%	0.2%	0.9%	0.9%	0.2%	0.2%	1.0%
Taux de couverture du risque	0.8%	0.8%	0.9%	0.7%	0.6%	0.8%	0.8%	0.7%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	6.9%	9.3%	3.5%	13.0%	18.8%	2.1%	12.8%	15.9%

NOTE

NOTE

Benchmarking 2008 de la Microfinance dans la région arabe

A propos de Sanabel

Le réseau arabe de Microfinance Sanabel a été créé en 2002 par un groupe de 17 membres issus de sept pays afin de soutenir le secteur arabe de la microfinance. Sanabel compte actuellement 64 membres dans 12 pays offrant leurs services à plus de 2.4 millions de clients ce qui représente 83 % du total des clients bénéficiant de services d'IMF dans la région. Sanabel a pour mission de favoriser l'accès aux services financiers du secteur de la microfinance à un plus grand nombre de clients à travers le soutien de ces IMF membres via la formation, l'échange d'informations et la dissémination des bonnes pratiques. Pour en savoir plus, merci de visiter : www.sanabelnetwork.org

A propos du MIX

MIX est le premier fournisseur d'information sur les performances et les acteurs du secteur de la microfinance. Sa mission étant de renforcer le secteur de la Microfinance, le MIX fournit des informations détaillées sur les différents acteurs du secteur que sont les IMF, les bailleurs et investisseurs et les réseaux et associations professionnelles via sa plateforme d'échange d'information MIX Market et ses parutions de rapports benchmarks comme le MicroBanking Bulletin (MBB).

MIX est une ONG fondée par le CGAP (the Consultative Group to Assist the Poor) et financée par le CGAP, la Citi fondation, la Deutsche Bank Americas Foundation, Omidyar Network, l'Open Society Institute & the Soros Economic Development Fund, la Rockdale fondation et autres.

